

Economie de l'élevage

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2014
Perspectives 2015
Mars 2015
n°455
18 €



Confédération
Nationale de l'Élevage

CNE

VERS UNE REPRISE DE LA PRODUCTION

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE
Frémissement de reprise en fin d'année 2014

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS
Moins de fromages, mais mieux vendus

RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Amélioration chez les spécialisés



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BOSSIS Nicole, BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : DE BOISSIEU Catherine, GUINAMARD Christine.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier de FranceAgriMer et du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe ALLAIX (CA 42), Sébastien BESSONNET (CA 17),
Françoise BOUILLON (CA 48), Michèle BULOT-LANGLOIS (CA 84),
Julia CHEMARIN (CA 86), Pascale CLERC (CA 06),
Fabien CONSTANTIN (CA 47), Henriette COURSANGE
(Syndicat caprin des Hautes Alpes), Isabelle DEFALVARD (Syndicat de
contrôle de performance 30-34), Charles DROUOT (CA 24),

Jean-Pierre DUGAT (CA 33), Anne EYME-GUNDLACH (CA 26),
Benoît FOISON (CA 41), Laurent VINET (CA 49), Josine GIRAUD
(CA 04), Séverine PASTORELLI (CA 83), Karine LAZARD et
Manon PROUST (CA 18), Jean-Yves LHÉRIAU (ALYSÉ),
Vincent LICTEVOUT (Touraine Conseil Elevage), Claudine MURAT
(CA 12), Florence PIEDHAULT (CA 36), Bernard POUPIN (Atlantique
Conseil Elevage), Angélique ROUÉ (CA 79), Yohan VALETTE (CA 09),
Cyril VANDERSTEIN (CA 13).

Ce Dossier Economie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (CasDAR),
du Fonds National de l'Élevage et de FranceAgriMer

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maigret, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : P. Bourgault/Cniel - S. Fraisse/Cniel - F. Joly/Cniel - DR Cniel - Pixanne
D. Hardy/La chèvre - DR Institut de l'Élevage
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0015501014
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

De la stabilisation en 2014 à la reprise de production en 2015

2014 a été une année de transition après une année 2013 dramatique durant laquelle la production avait chuté et provoqué une pénurie de fabrications. Après s'être stabilisée, la collecte a amorcé une légère reprise fin d'année : les éleveurs récupèrent progressivement d'une crise inédite dans sa longueur et son intensité. Leur situation économique s'est enfin améliorée grâce à la hausse du prix du lait et la légère baisse des charges alimentaires. Mais leurs revenus n'ont pas retrouvé les niveaux d'avant crise. L'embellie a certes ralenti les cessations laitières et réanimé les projets d'installation ou d'agrandissement. Néanmoins, les stigmates des mauvaises années sont encore prégnants dans certains élevages aux trésoreries toujours convalescentes. L'amélioration et la consolidation des résultats de l'élevage caprin doit se poursuivre pour assainir la situation financière des éleveurs et redonner de l'attractivité à la filière, au moment où le renouvellement des générations devient un défi majeur.

Du côté de l'aval, les transformateurs ont dû composer avec des disponibilités réduites. Les stocks de report au plus bas fin 2013 avaient alors pénalisé la consommation des ménages. La meilleure gestion de ceux-ci en 2014, en période de hausse saisonnière de collecte, et le recours aux importations ont finalement permis redresser les fabrications de fromages en cours d'année, et surtout de répartir les ventes de façon plus homogène sur l'année. Cette quasi-pénurie a surtout permis aux transformateurs d'obtenir des hausses dans les négociations avec la grande distribution et ainsi de poursuivre la revalorisation des fromages au lait de chèvre. Au final, la filière caprine a créé davantage de valeur avec moins de fabrications. Elle peut envisager l'avenir sous de meilleurs auspices et l'année 2015 devrait renouer avec la croissance. Le marché français des fromages de chèvre est mature mais dispose encore des marges de récupérations et les innovations peuvent trouver leur place, comme en témoigne le succès actuel de l'ultra-frais. De plus, les opportunités à l'export pourraient absorber des volumes supplémentaires. En 2015, une hausse modérée de la collecte devrait être facilement absorbée par le marché. L'enjeu des prochaines années sera d'ajuster au mieux les disponibilités (production plus importations) aux débouchés.

SOMMAIRE

1 / LES FAITS MARQUANTS DE 2014

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6 / PRODUCTION LAIT ET VIANDE

Frémissement de reprise en fin d'année 2014

12 / REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Livreurs spécialisés de plaine
- Livreurs spécialisés du Sud-Est
- Livreurs et cultures de vente
- Livreurs et bovins viande
- Fromagers, Sud Méditerranée
- Fromagers, autres régions

20 / FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Moins de fromages, mais mieux vendus

24 / BILAN ET PERSPECTIVES

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

JANVIER

FÉVRIER

MARS

À 694 € / 1 000 L, LE PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PROGRESSE DE 45 € AU 1^{ER} TRIMESTRE 2014/13

Une consommation confrontée aux faibles disponibilités

Les fabrications de fromages sont affectées par le manque de lait et la non - reconstitution des stocks de produits de report en 2013. La consommation de fromages de chèvre recule, faute de disponibilités dans les rayons.



Des négociations commerciales moins difficiles

La pénurie de fromages dans les rayons facilite les négociations tarifaires avec la grande distribution qui accepte les hausses de tarifs des fabricants. En 2013, il avait fallu l'intervention du médiateur des relations agricoles pour assainir les relations commerciales. En 2014, la spécificité caprine, défendue par la FNEC et l'ANICAP, est mieux prise en compte par les GMS.

Un démarrage difficile

La collecte peine à redémarrer début 2014, pénalisée par un cheptel réduit et des stocks fourragers de mauvaise qualité. Elle recule ainsi de 2% par rapport à 2013, à moins de 100 millions de litres.



Les rapprochements entre industriels se poursuivent

Le groupe EURIAL et l'union VALCREST annoncent leur intention de fusionner leurs activités de transformation et de commercialisation. La décision sera actée lors des AG de juin.

AVRIL

MAI

JUN

À 597 € / 1 000 L, LE PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PROGRESSE DE 26 € AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2014/13

Stabilisation de la collecte

Elle retrouve le niveau de 2013 à 150 millions de litres au 2^{ème} trimestre.

Un printemps favorable aux lactations

Les éleveurs réforment peu et remettent à la reproduction les chèvres en lactation longue. Ils distribuent également plus de concentrés. Les températures clémentes favorisent la pousse de l'herbe et le pâturage. Si la production de chèvres à l'herbe croît rapidement, celle des troupeaux qui consomment des stocks fourragers de mauvaise qualité tarde à décoller.



1^{ères} évolutions de la PAC

Le Ministère de l'Agriculture annonce un recul des soutiens découplés. Cette baisse d'environ 9% en moyenne, mais qui peut aller jusqu'à 17% dans certains cas, résulte du recul du budget communautaire, de l'entrée en vigueur de la convergence entre États membres et du transfert vers le 2^{ème} pilier de 3% des aides directes. En parallèle, les premières mesures annoncées en octobre 2013 sont mises en place, en particulier la revalorisation de 15% de l'ICHN.



Le lait de chèvre bio poursuit sa croissance

Création de l'Association des producteurs de lait de chèvre bio de France. La laiterie de la Lémance et Triballat Noyal développent la collecte de lait de chèvre biologique en Vendée, Lozère et Aveyron.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

À 659 € /1000 L, LE PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PROGRESSE DE 27 € AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2014/13

Des récoltes de grains de piètre qualité

Les récoltes céréalières ont été de qualité médiocre. Sur la majorité du territoire, elles ont été déclassées en raison des pluies, voire ont germé sur pied dans certaines régions. Dans le Sud-Est, les rendements ont été affectés par la sécheresse printanière.



Collecte toujours stable

À 117,5 millions de litres au 3^{ÈME} trimestre, la collecte reste stable d'une année sur l'autre.



Bonne pousse de l'herbe mais qualité hétérogène

L'été pluvieux presque partout en France a offert des conditions exceptionnelles pour la pousse de l'herbe et le pâturage. Les coupes d'herbes ont été abondantes, mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. Compte tenu de l'humidité, certains éleveurs ont privilégié l'enrubannage, dans le Centre notamment. Dans le Sud-Est, si les coupes précoces ont été excellentes, les coupes suivantes ont souvent subi les effets de la pluie. En montagne, les récoltes ont été retardées par le froid et la pluie. Dans l'Ouest, les ensilages de maïs ont été abondants et de bonne qualité.

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

À 791 € /1000 L, LE PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PROGRESSE DE 20 € AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2014/13

Modification du paiement à la qualité

Accord des trois collèges lors du Conseil d'Administration de l'ANICAP du 2 octobre. La composition standard du lait de chèvre passe de 33 g/l à 35 g/l pour la matière grasse et de 28g/l à 30 g/l pour la matière protéique. Ces nouveaux seuils sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette décision a fait l'objet d'un avenant à l'accord inter-professionnel du 17 janvier 2012 relatif au paiement du lait de chèvre selon sa qualité.

Sursaut de collecte en fin d'année

L'arrière-saison est plus favorable à la production. Les éleveurs ont moins réformé. Dans certains élevages, les tarissements sont plus tardifs. Au final, à 90 millions de litres au 4^{ème} trimestre, la collecte a progressé de 7%.

Les fabrications se redressent

L'amélioration des disponibilités et le lissage des fabrications sur l'année ont permis de mieux fournir le marché pendant les fêtes de fin d'année. Les achats des ménages rebondissent après l'effondrement de 2013.



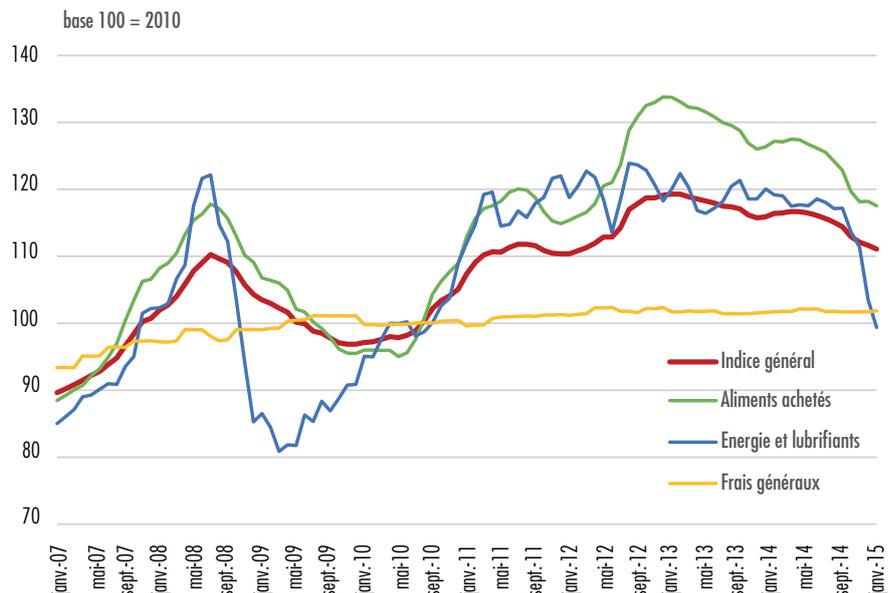
IPAMPA lait de chèvre, en retrait mais toujours à un niveau élevé

L'IPAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA lait de chèvre mesure les coûts d'un panier de charges spécifiques aux exploitations caprines.

En 2014, l'Ipampa Lait de chèvre a poursuivi le repli amorcé en 2013, mais de façon toujours bien timide. À l'indice 115 en moyenne, il n'a reculé que de 2,2% sur l'année par rapport au niveau record de 2013. Il reste ainsi toujours 15% au-dessus du niveau de 2009, avant la hausse des charges en élevage.

Le poste "aliments achetés", premier poste de charges, a reculé de 7% entre mars et novembre 2014 sous l'effet du repli des cours des matières premières. Il s'est ensuite stabilisé en fin d'année face aux nouvelles tensions sur le marché des grains.

L'indice du prix de l'énergie, second poste de dépenses, a reculé timidement entre janvier et septembre, de 2% seulement. Il s'est ensuite effondré sur la fin de l'année dans le sillage des prix du pétrole.



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après INSEE et SSP

2

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE

Frémissement de reprise en fin d'année

Malgré l'amélioration du prix du lait et la légère détente des charges en élevage, la reprise de production a tardé en 2014. Elle a encore été pénalisée par un cheptel réduit et par des stocks fourragers de mauvaise qualité en début d'année. L'amont de la filière se relève d'une longue crise caprine qui a fortement affecté les producteurs. Néanmoins, des signes de reprise sont décelables avec la reconstruction des troupeaux et la reprise des installations dans certaines régions, laissant présager un regain de collecte plus franc en 2015.

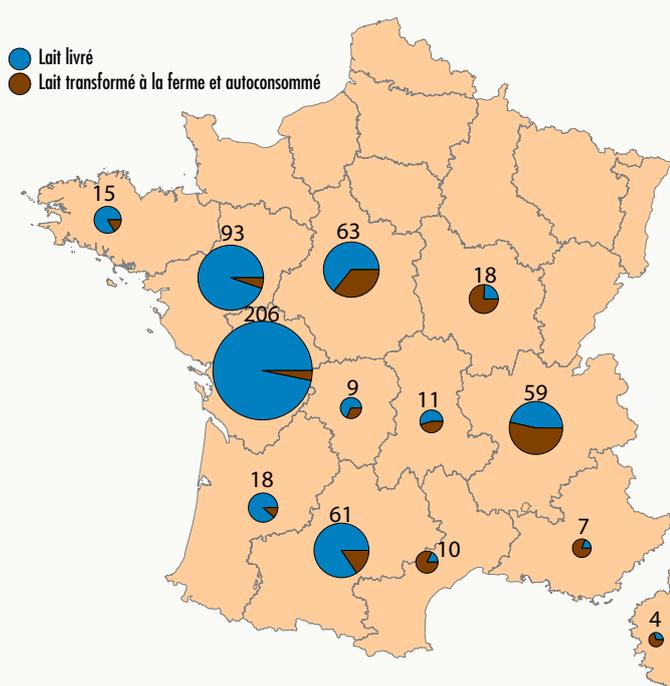


584 millions de litres,

C'est la production de lait de chèvre en France en 2014

PRODUCTION

LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2014 (MILLIONS DE LITRES)



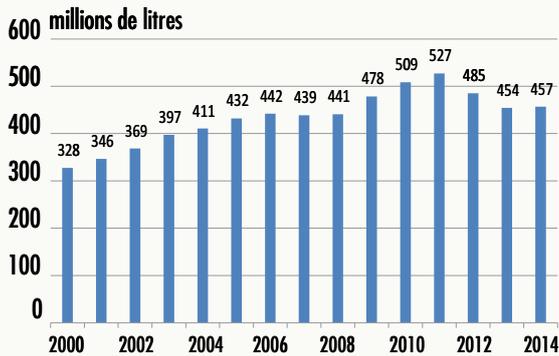
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP Statistique Agricole Annuelle

Une production fermière moins pénalisée par la crise

Selon le Recensement Agricole, la France comptait en 2010 un peu plus de 3 000 livreurs et un peu moins de 3 000 fromagers fermiers. L'évolution du nombre d'élevages entre 2010 et 2013 est mal connue faute de statistiques mais les effectifs des livreurs ont été fortement impactés par la baisse du prix du lait pendant la crise, alors même que les charges en élevages explosaient. Selon l'enquête annuelle laitière réalisée par le SSP, le nombre de livreurs aurait chuté de 16% entre 2010 et 2013, soit un rythme de cessation de près de 5% par an. Du côté des fermiers, si la hausse des charges a également fortement augmenté les coûts de production, la meilleure maîtrise de la valorisation du lait a très certainement permis de mieux résister à la volatilité du prix des matières premières et de l'énergie.

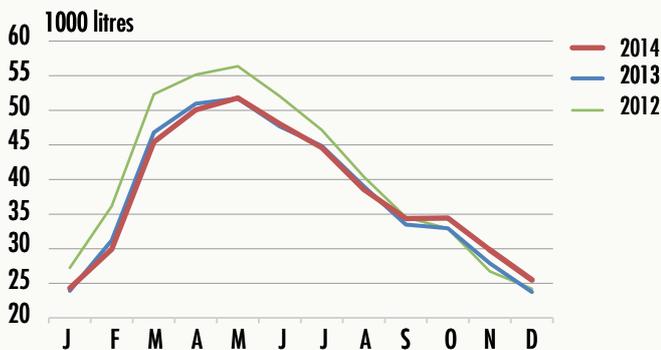
Au final en 2013, dans les treize principales régions caprines enquêtées par le SSP, 72% des chèvres étaient détenues par les livreurs, 21% par des fromagers et 7% par des mixtes. Les livreurs assuraient 78% de la production laitière contre 15% pour les fromagers et 6% pour les mixtes. Les livreurs sont concentrés dans les grands bassins spécialisés de collecte (Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Midi-Pyrénées) ou dans des zones mêlant livraisons et fabrications fermières (Centre et Rhône-Alpes). Au contraire, les fromagers sont dispersés sur l'ensemble du territoire.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE



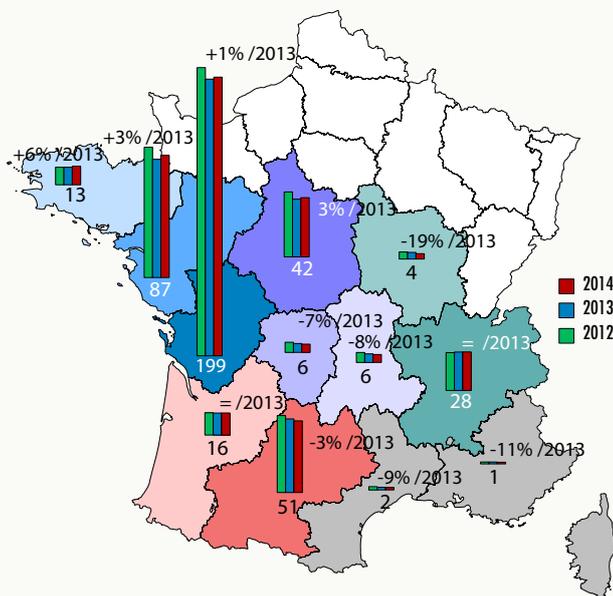
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE DE LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS CAPRINES DANS LES PRINCIPAUX BASSINS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer

Stabilisation de la collecte

À 457 millions de litres en 2014, la collecte de lait de chèvre a dépassé de 2,6 millions de litres celle de 2013, soit une hausse de 0,6% seulement selon FranceAgriMer. Si cette évolution ne constitue pas une franche reprise, elle inverse cependant la tendance observée les deux années précédentes. La collecte avait en effet chuté de près de 8% en 2012 et encore de 6% en 2013, totalisant une perte de près de 70 millions de litres sur deux ans pour l'industrie de la transformation. En 2014, Les volumes livrés se sont ainsi positionnés à un niveau intermédiaire entre 2008 et 2009, avant le bond de production qui avait alors provoqué l'accumulation des stocks responsable de la crise caprine.

Une évolution annuelle contrastée

Début 2014, la collecte a démarré laborieusement, pénalisée par un décalage des naissances et des stocks fourragers de mauvaise qualité. Les livraisons ont ainsi reculé de près de 2% sur le 1^{er} trimestre, puis ont tout juste égalé celles de 2013 aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, lors du pic saisonnier. La reprise a finalement démarré à partir de septembre (+3%/2013) pour s'accroître en octobre (+5%), novembre (+7%) et décembre (+7%). Pour la deuxième année consécutive, la progression de la collecte s'est nettement accentuée au 4^{ème} trimestre. Celui-ci pèse désormais 20% de la collecte annuelle, contre 17% en 2012. D'un côté, les mises-bas d'automne ont bénéficié de fourrages de meilleure qualité et la détente du prix des concentrés a permis de davantage compléter la ration. De l'autre, la politique de prix du lait de certains transformateurs pour obtenir davantage de lait d'hiver incite certains producteurs à désaisonniser leur troupeau.

Un début de reprise dans l'Ouest et le Centre

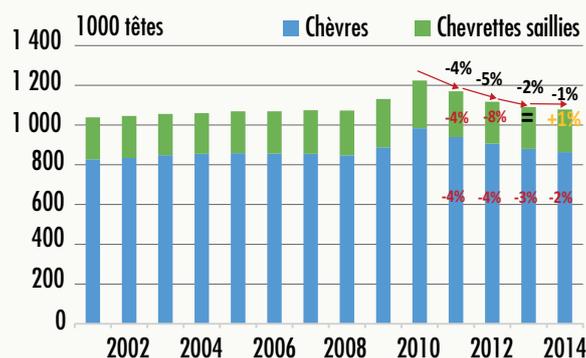
L'évolution des livraisons a été contrastée selon les régions. La collecte a légèrement redémarré dans l'Ouest : elle a progressé de 1% en Poitou-Charentes, première région caprine avec près de 43% des volumes collectés, de 3% en Pays de la Loire et de 6% en Bretagne. En région Centre (9% des volumes), elle a bondi de 3% d'une année sur l'autre. La collecte a été stabilisée en Rhône-Alpes et en Aquitaine. Elle a reculé ailleurs, notamment en Midi-Pyrénées de 1,3 million de litres (-3%/2013), 3^{ème} région caprine avec 11% de la collecte nationale.



2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

CHEPTTEL ET PRODUCTIVITE

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE FEMELLES EN FRANCE

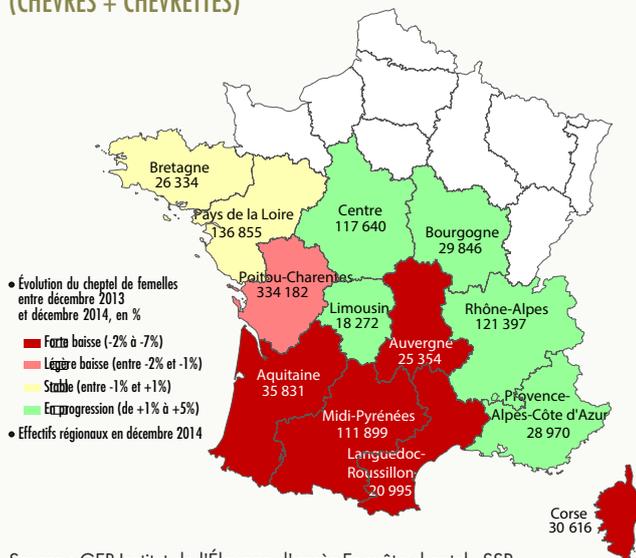


Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat (décembre)

Moins de chèvres, davantage de chevrettes

À près d'1,1 million de têtes en décembre 2014, le cheptel de reproductrices (chèvres et chevrettes saillies) s'est encore contracté sur l'année, de 1% selon les données issues de l'enquête annuelle de cheptel. Les installations ont repris et les troupeaux s'agrandissent dans certaines régions, mais encore insuffisamment pour compenser les arrêts de production. Malgré tout, ce faible recul contraste avec les chutes observées les années précédentes. Il préfigure une possible inversion de tendance courant 2015. En effet, si le cheptel de chèvres est toujours en recul de 2%, le nombre de chevrettes saillies est plus étoffé. Il traduit une demande croissante d'animaux pour le renouvellement et la

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE FEMELLES EN FRANCE (CHÈVRES + CHEVRETTES)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Enquête cheptel - SSP
Cartographie Cartes & Données - ©Artique

RÉSULTATS AU CONTRÔLE LAITIER EN 2014

Races	% des lactations	Durée de lactation (jours)	Kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	57%	294	891	33,2	37,5
Saanen	40%	306	945	32,0	35,6
Croisée	3%	291	834	32,3	36,0
Ensemble	274 541	298	910	32,7	36,7

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FCEL

croissance de troupeaux. Il faudra attendre l'entrée en production de ces jeunes femelles pour constater une plus franche reprise de la collecte en 2015. En ce début d'année, elle ne reprend encore que modérément selon les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer.

Des nuances dans l'évolution régionale

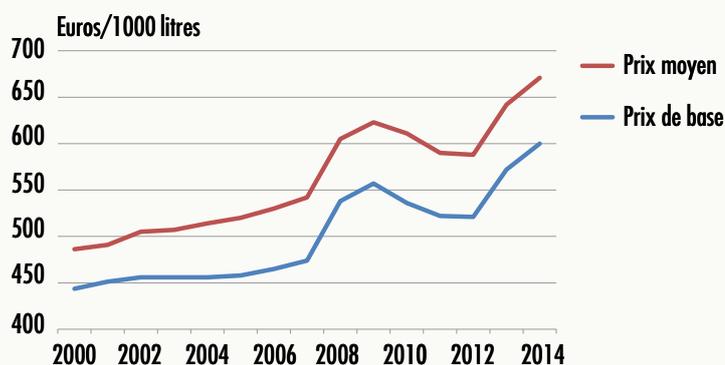
Si la décapitalisation a touché toutes les régions pendant la crise caprine, l'évolution des effectifs a été beaucoup plus contrastée en 2014. Selon l'enquête de novembre du SSP, le cheptel a poursuivi son repli dans le quart sud-ouest. La région Midi-Pyrénées notamment a enregistré un recul marqué, de près de 6% /2013, en cohérence avec l'évolution de la collecte. Dans le bassin laitier de l'Ouest, le cheptel a baissé moins vite en Poitou-Charentes, première région caprine, de 2% seulement, et il s'est stabilisé en Pays de la Loire et en Bretagne. Enfin, les régions plus « mixtes » ont vu leurs effectifs progresser, notamment dans le Centre (+3%) et en Rhône - Alpes (+3%).

Des rendements laitiers stables en 2014

Environ 1 600 troupeaux ont été suivis au contrôle laitier en 2014 (-5% /2013) avec près de 275 000 lactations qualifiées (-3%). Le rendement laitier des chèvres contrôlées, près de 910 kg de lait en moyenne sur 300 jours de lactation, s'est stabilisé, après avoir chuté de 4% en 2013. En revanche, la composition du lait s'est dégradée : le taux butyreux moyen a perdu 0,2 g (-1% /2013). À 36,7 g/kg, il retrouve son niveau de 2012. Le taux protéique s'est stabilisé à 32,6 g/kg. Au total, la quantité de matière utile produite sur l'ensemble des lactations s'est stabilisée. Le rendement des chèvres de race Alpine a très légèrement progressé, de 886 kg en 295 jours en 2013 à 891 kg en 294 jours en 2014. Les lactations des Saanen sont restées quant à elles remarquablement stables.

PRIX DU LAIT

ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉS AUX PRODUCTEURS



Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage
(sur 90% de la collecte nationale d'après FranceAgriMer)

PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS ANNUELS PAR ZONE

Euros / 1000 litres	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Prix de base 2014	597	614	607	599	601
Prix de base 2013	569	584	579	571	572
Evolution 2014/2013	5,0%	5,1%	4,8%	4,9%	5,0%
Prix moyen 2014	665	707	671	677	672
Prix moyen 2013	635	672	644	651	642
Evolution 2014/2013	4,8%	5,2%	4,1%	4,0%	4,7%

Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage
(sur 90% de la collecte nationale d'après FranceAgriMer)

COMPOSITION DU LAIT ET INCITATION AU DÉSAISONNEMENT

2014	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Taux Butyreux (g/l)	37,9	37,5	36,9	36,8	37,6 (-0,4)
Taux Protéique (g/l)	33,6	33,8	33,4	32,8	33,5 (=)
Variation du prix de base automne / printemps (€ /1000 l)	138	148	152	203	146
Evolution 2014/2013	-5%	-20%	-8%	-16%	-9%

Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage
(sur 90% de la collecte nationale d'après FranceAgriMer)

+30 euros / 1 000 litres,

C'est la hausse du prix du lait en 2014

Un prix de base en hausse

Le prix de base du lait de chèvre au standard encore en vigueur en 2014 (33 g de matière grasse et 28 g de protéines) a progressé de 29 € en 2014 (+5%), à 601 € / 1 000 l, de façon relativement homogène dans les différents bassins laitiers. Cette hausse fait suite à une progression de 52€ les 1 000 l en 2013, après l'intervention du médiateur des relations agricoles. La hausse cumulée, de 81 € sur deux ans, fait plus que compenser la baisse de 36 € subie entre 2009 et 2012. Le prix du lait atteint ainsi un niveau historique en € courants (sans prise en compte de l'inflation), 8% au-dessus du précédent pic de 2009. La progression du prix a été plus marquée au 1^{er} semestre qu'au second. Les effets de cette hausse ont bien entendu été très positifs sur les produits, mais ils doivent être mis en regard de l'évolution des charges en élevage. L'IPAMPA lait de chèvre, indicateur qui permet de suivre l'évolution des prix des principaux postes de charges, a ainsi progressé de près de 15% sur la période 2009 - 2014.

Une bonne répercussion sur le prix moyen

Le prix moyen effectivement payé aux producteurs a suivi l'évolution du prix de base. À 642 € / 1 000 l en moyenne sur l'année, il a progressé de 30 € malgré une légère dégradation de la composition. La modification du paiement du gramme différentiel de matière grasse par certaines entreprises a donné un coup de pouce supplémentaire sur la fin de l'année, à une période de taux élevés. L'effet contraire devrait être observé en 2015, en période de pic de collecte, accentuant de nouveau la saisonnalité du prix. Le prix du lait reste plus élevé que la moyenne dans le Centre et dans le Sud-Est, zones plus riches en AOP. Les prix moyens aux grammes différentiels ont peu évolué, à 3,60 € par g de matière grasse et à 10,83 € par g de matière protéique.

La saisonnalité s'estompe légèrement

L'écart entre le prix d'automne et de printemps s'est légèrement estompé en 2014. À l'inverse de 2013, la hausse du prix du lait a été plus marquée en début d'année, réduisant ainsi la saisonnalité du prix de 9%, à 146 € en moyenne. Néanmoins, la différence reste toujours très importante et supérieure à celle de 2011 et 2012, respectivement 125 € et 120 €.

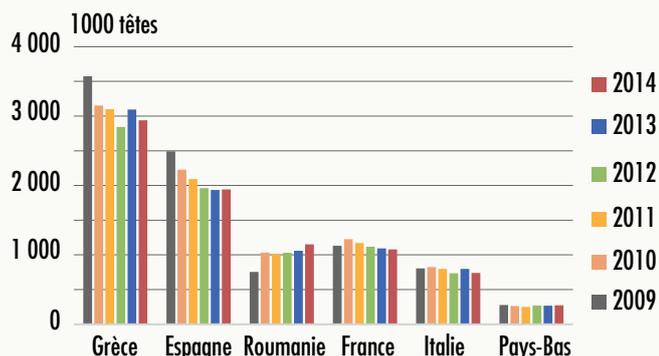
Dégradation du taux butyreux

Si le taux protéique est resté stable à 33,5 g/l, le taux butyreux a perdu 0,4 g/l selon notre enquête, à 37,6 g/l en moyenne. La dégradation de la composition du lait a été très marquée en fin d'année : la hausse de la production a certainement eu un effet de dilution du lait.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

PRODUCTION EN EUROPE

ÉVOLUTION DES CHEPTELS DE CHÈVRES ET CHEVRETTES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE

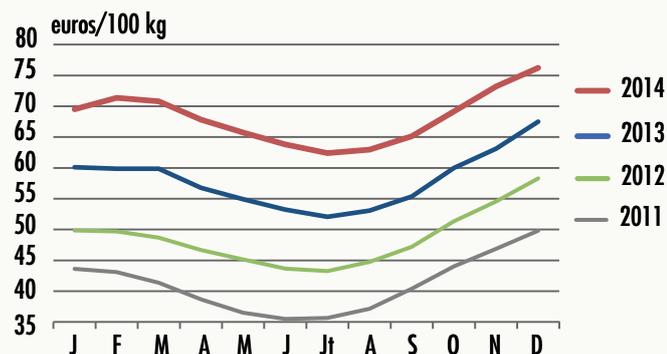


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les effectifs se stabilisent dans les pays laitiers

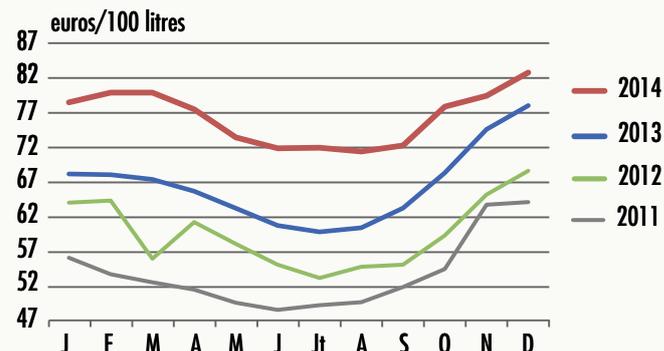
Le cheptel européen de chèvres et de chevrettes saillies, estimé à environ 9,1 millions de têtes dans l'UE à 28 fin 2014, a de nouveau reculé cette année (-2%). La Grèce, 1^{er} troupeau européen avec 32% des effectifs, a perdu près de 150 000 têtes (-5% /2013), et passe sous les 3 millions de reproductrices. Le cheptel italien a chuté de 57 000 têtes (-7%). Ces deux pays disposent de troupeaux pour le lait et la viande, aux évolutions contrastées. Les effectifs dans les grands pays laitiers se sont mieux stabilisés sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture. Si le cheptel de reproductrices s'est très légèrement tassé en France (-1%), il s'est stabilisé en Espagne et a même très légèrement progressé aux Pays-Bas (+1%). La Roumanie fait figure d'exception avec une croissance du nombre de reproductrices encore très importante en 2014 (+9%). Avec 1,15 million de têtes, elle se positionne ainsi au rang de 3^{ème} cheptel européen, juste devant la France. Si la production de lait de chèvre est importante dans ce pays, l'essentiel du lait est autoconsommé et transformé sur la

PRIX DU LAIT DE CHÈVRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Productshap Zuivel

PRIX DU LAIT DE CHÈVRE EN CASTILLE-LEON (ESPAGNE)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après cotations de Castille-Leon

ferme : moins de 3% de la production sont collectés selon Eurostat.

Tension sur le marché du lait de chèvre en Espagne

En Espagne, où les 2/3 des chèvres sont traitées, la collecte s'était tassée à 295 millions de litres en 2013 (-2% /2012) selon Eurostat. La crise des surstocks en France, qui avait conduit à la baisse drastique des importations de caillé congelé espagnol, a eu des effets néfastes sur la production. En 2008, quasiment 20% de la production espagnole prenait la direction de la France. Le retour de la demande française depuis fin 2012 soutient le prix du lait de chèvre espagnol, d'autant que la production y a chuté. Après avoir progressé de 11% en 2013, la cotation de Castille-Leon a grimpé de 15% en 2014. À 764 €/1 000 l en moyenne, elle a atteint un nouveau record, nettement au-dessus du prix français. Cette envolée témoigne toujours de la persistance des tensions sur l'approvisionnement des industriels français.

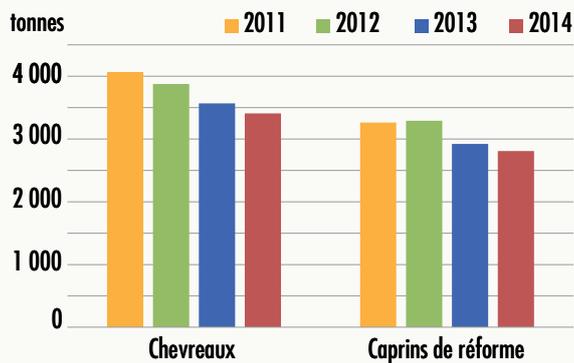
Les prix s'envolent également aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, les hausses de prix du lait de chèvre sont encore plus spectaculaires qu'en Espagne. En 2014, il s'est établi à 675 €/t de lait, soit une hausse de 17%. Le prix du lait de chèvre, après une dégradation sans précédent en 2010 où il était tombé en-dessous de celui du lait de vache, n'a cessé de progresser depuis, de 11% en 2011, puis de 19% en 2012 comme en 2013.

Après un recul de la collecte en 2010 du fait des conséquences de la fièvre Q et de la baisse de la demande française, la production néerlandaise a rapidement rebondi. La collecte a progressé de 20% en deux ans à près de 227 millions de litres en 2013. Cependant, l'évolution de débouchés à l'export, pour les fromages et les poudres néerlandaises, a manifestement limité les disponibilités de lait matière première pour pallier les manques de la filière française.

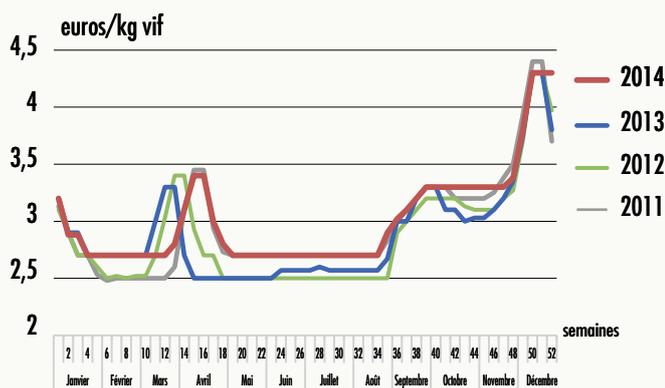
VIANDE CAPRINE

ABATTAGES CONTRÔLÉS DE CAPRINS EN FRANCE (RÉSULTATS BRUTS)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

ÉVOLUTION DU COURS DU CHEVREAU EN VIF EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

BILAN FRANÇAIS EN ANIMAUX VIFS ET VIANDE CAPRINE

	2011	2012	2013	2014	Evolution 2014/13
Viande caprine (téc)					
Importations	626	874	814	924	14%
Exportations	2 697	2 770	2 493	2 400	-4%
Caprins vifs, hors reproducteurs (têtes)					
Importations	7 216	1 008	540	1 084	X 2
Exportations	2 243	7 436	7 840	10 698	36%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Moins d'animaux abattus en France

Avec un cheptel restreint et une demande importante de chevrettes pour reconstituer les troupeaux laitiers, la production française de viande caprine a de nouveau reculé en 2014. À moins de 6 200 tonnes de viande caprine, les abattages ont baissé de 4% en 2014, après une chute de 9% en 2013. Les 590 000 chevreaux abattus, d'un poids moyen de 6,1 kg de carcasse, ont fourni 55% des tonnages de viande caprine. Les abattages des réformes, abondants en 2011 et 2012 pendant la crise laitière, ont eux aussi fortement reculé (-4% /2013), à près de 128 500 têtes pour un poids carcasse moyen de 21,8 kg.

Légère embellie des prix du fait de disponibilités limitantes

Après une année 2013 difficile, la commercialisation des chevreaux a profité d'une légère embellie. À Pâques, le marché des chevreaux est très actif, avec une concentration de 60% des abattages annuels entre février et avril, dont plus de 30% sur le seul mois de la fête. En 2014, du fait de la date tardive de Pâques et de l'offre limitée, la cotation FranceAgriMer s'est appréciée de 10 centimes par rapport à 2013, à 3,40 €/kg vif deux semaines avant la fête.

Elle a certes retrouvé son niveau de 2012, mais est restée inférieure de 5 centimes à celle de 2011. Or, dans le même temps, les engraisseurs ont continué à subir des coûts de production gonflés par les tensions sur le marché des poudres de lait et de lactosérum.

À Noël, seconde période de commercialisation, l'offre a été limitante pour une demande relativement stable. Les chevreaux vendus en dehors de ces périodes festives sont mal valorisés car le plus souvent congelés. Les engraisseurs n'ont bénéficié que très partiellement de la détente du prix des poudres de lait et de lactosérum depuis l'été.

Baisse des exportations, mais progression en viande fraîche

Ramenées à 2 400 tonnes en 2014, soit 39% de la production de viande caprine, les exportations ont reculé de 4% d'une année sur l'autre. Les expéditions de viande congelée ont chuté de près de 20%, tandis que celles de viande fraîche, mieux valorisée, ont progressé (+6% /2013).

Les expéditions se sont de nouveau repliées vers l'Italie (-6%), premier débouché avec 41% des ventes. Vers le Portugal, second débouché (26% des ventes), elles ont progressé en frais et reculé en congelé. Enfin, les envois de viande fraîche ont nettement progressé vers la Suisse qui a ainsi absorbé près de 11% des envois. Les exportations en vif ont bondi de 36%, principalement vers l'Espagne, qui a acheté 78% des animaux exportés.

3

REVENUS DES EXPLOITATIONS

Amélioration chez les spécialisés

Après trois années de crise, le revenu des livreurs spécialisés se redresse enfin avec l'augmentation du litrage produit, la poursuite de la hausse du prix du lait et, dans une moindre mesure, un prix des aliments en baisse. Cette amélioration des résultats de l'atelier caprin ne parvient pas à compenser la chute du prix des céréales et la diminution des aides PAC dans les systèmes livreurs et cultures de vente qui voient leur revenu diminuer pour la deuxième année consécutive. Les systèmes livreurs et bovins viande doivent en outre faire face à la dégradation de la conjoncture bovine. Le revenu des fromagers est également en progression avec une conjoncture favorable à la production et la hausse du prix des fromages.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

Une disparité de revenus toujours marquée mais des écarts qui se resserrent entre systèmes

En 2014, les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI) estimés des livreurs spécialisés de plaine et des livreurs diversifiés sont très proches, compris entre 26 800 et 29 500 € par UMO exploitant. Malgré une amélioration de leur revenu, les livreurs spécialisés du Sud-Est sont toujours loin derrière avec un RCAI d'un peu plus de 11 000 €/UMO exploitant.

Si en 2014, les revenus des différents systèmes se resserrent, les écarts de revenu demeurent importants au sein d'un même système. La variabilité des revenus est plus forte chez les livreurs que chez les fromagers. Chez les livreurs spécialisés et diversifiés, le RCAI par UMO exploitant varie de 1 à 5 entre le quart inférieur et le quart

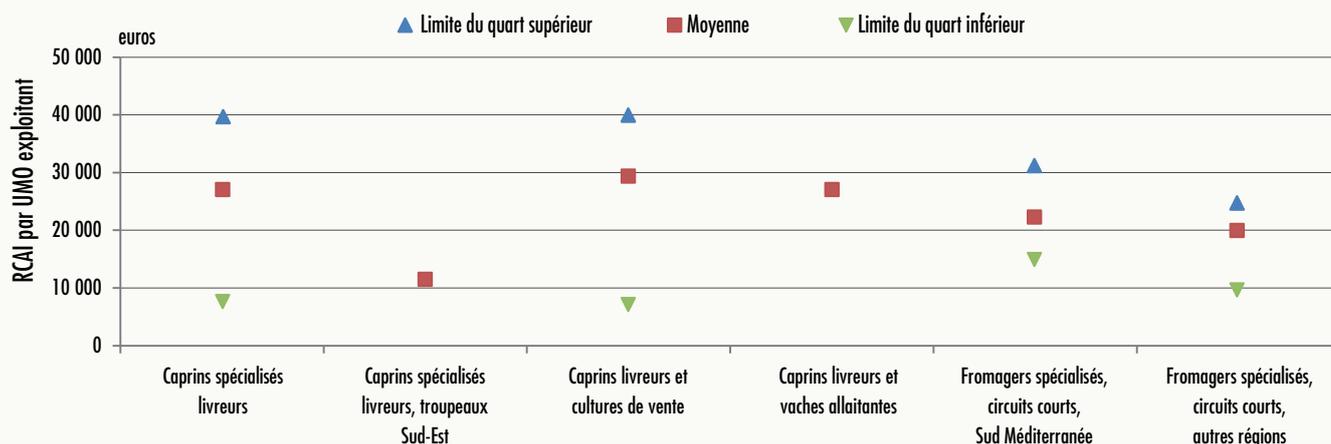
supérieur. Il ne varie que de 1 à 2-2,5 chez les fromagers. La dimension, l'efficacité technico-économique et les investissements récents expliquent les écarts de revenu. Par exemple, parmi les livreurs spécialisés de plaine qui dégagent des revenus supérieurs à 40 000 €, on trouve :

- des exploitations de grande dimension (produit par UMO X 2/moyenne du groupe) avec une efficacité technico-économique identique à la moyenne du groupe,
- des exploitations de taille moyenne avec une plus forte efficacité technico-économique (+10 points d'EBE sur produit/moyenne du groupe).

Pour ces deux groupes, les amortissements et les frais financiers ne représentent que 10% du produit brut total contre 16% pour l'ensemble de l'échantillon.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔT 2014

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes caprins et variabilité intrasystème en 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

EVOLUTION DES REVENUS

Des revenus enfin mieux orientés

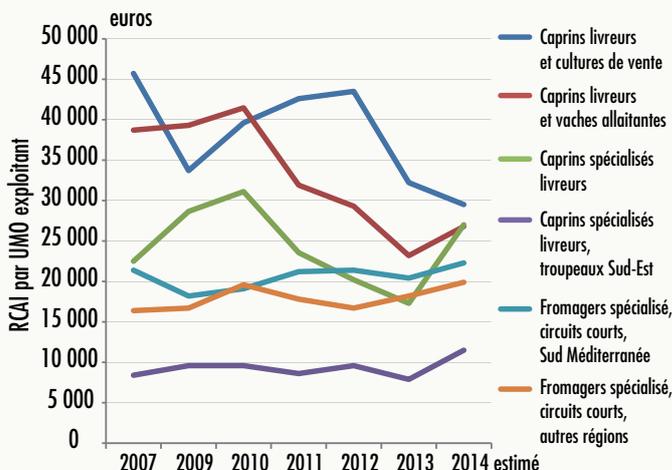
L'amélioration de la conjoncture caprine tire les revenus vers le haut. En forte diminution depuis 2011, les revenus des livreurs spécialisés s'améliorent enfin. Compte tenu du poids relatif de l'atelier caprin dans le produit de l'exploitation, le revenu des livreurs et bovins viande est également en hausse, malgré la dégradation de la conjoncture bovine en 2014. A l'inverse, les systèmes livreurs et cultures de vente, qui avaient pleinement bénéficié de l'envolée du cours des céréales, enregistrent une baisse de revenu pour la deuxième année consécutive. Néanmoins, leur revenu moyen reste encore le plus élevé.

Même si leur revenu s'améliore aussi, les livreurs du Sud-Est ne dégagent encore que 11 000 €/UMO exploitant.

Le revenu des fromagers fermiers est beaucoup plus stable que celui des livreurs. Depuis 2007, l'écart est de 20% entre le plus fort et le plus faible revenu dégagé. Cet écart monte à 80% pour les livreurs spécialisés. Avec un prix du fromage qui progresse régulièrement et un revenu qui représente 35% du produit d'exploitation, les fromagers fermiers sont moins sensibles que les livreurs aux aléas des marchés.

EVOLUTION DES RCAI/UMOF DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE CAPRIN

Revenu avant Impôt et déduction des cotisations sociales exploitants.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

L'estimation des revenus 2014 est établie à partir d'un panel de 150 exploitations caprines.

Cet échantillon est issu des exploitations des Réseaux d'élevage avec des dates de clôtures comptables comprises entre le 30 septembre 2012 et le 31 mars 2013.

Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2013 (données observées). Les indices retenus s'appuient sur l'expertise des ingénieurs des Réseaux d'élevage, les tendances nationales issues de l'IPAMPA et des données issues de la base de données France Conseil Elevage, des cotations et d'enquêtes (prix du lait, lait par chèvre, prix des bovins, rendements et prix des cultures...).

Cette méthode, appliquée sur l'ensemble de l'échantillon, permet de calculer l'évolution des revenus en tenant compte de la diversité des situations initiales (dimension, efficacité économique, endettement...). Elle permet de montrer la variabilité des résultats intra système (moyenne, limites quart inférieur et supérieur) dans un contexte économique identique.

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 176 fermes en 2013 dont 104 constituent le socle national. Celui-ci a pour objectif de couvrir la diversité des principaux systèmes caprins français.

Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne. Mais la variabilité de leur efficacité économique et des revenus reste forte.



Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres

d'agriculture. Cette typologie distingue d'abord les livreurs des fromagers. Elle combine ensuite l'orientation technico-économique et la localisation géographique.

Livreurs spécialisés : exploitations détenant des caprins sans atelier cultures de vente ni bovins viande significatifs (cf. ci-dessous), le produit caprin est au moins égal à 70% du produit total.

Livreurs et cultures de vente : exploitations détenant des caprins et au moins 40% de la SAU en cultures de vente. Les cultures de vente doivent couvrir au moins 40 hectares. Le produit caprin représente moins de 70% du produit total.

Livreurs et vaches allaitantes : exploitations détenant des caprins avec au moins 15 vaches allaitantes. Le produit caprin représente moins de 70% du produit total.

LEXIQUE

- RCAI : Résultat courant avant déduction des impôts et des cotisations sociales de l'exploitant.
- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit – charges opérationnelles – charges de structure (avant amortissements et frais financiers).
- UMO exploitant : Unité de main d'œuvre exploitant (correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an).

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DE PLAINE

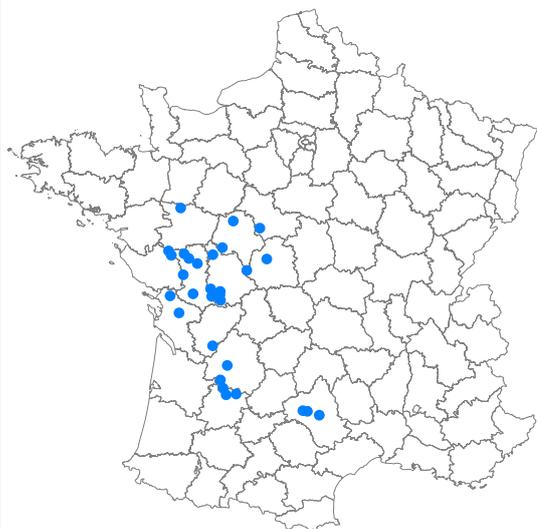
Un revenu enfin à la hausse



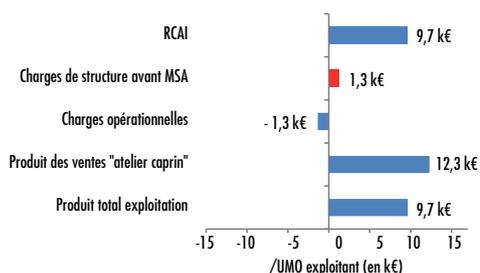
DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,5 UMO exploitant
- 54 ha de SAU dont 31 ha de SFP
- 302 chèvres et 253 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 30 EXPLOITATIONS



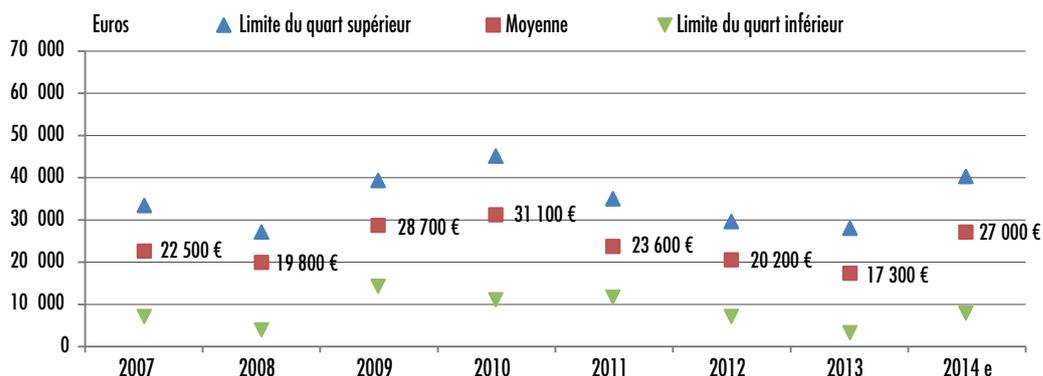
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAl)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

En 2014, le revenu se redresse bien avec l'augmentation du litrage produit, la poursuite de l'augmentation du prix du lait et, dans une moindre mesure, un prix des aliments en repli.

Une diversité de taille de cheptel et de système alimentaire

Ces systèmes spécialisés de plaine sont localisés en régions Centre, Poitou-Charentes et dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne 80% du produit total de l'exploitation. Ces élevages détiennent 120 à 550 chèvres. Au-dessus de 300 chèvres, ils recourent pour la plupart à de la main-d'œuvre salariée. Les systèmes fourragers sont très divers, du « hors sol » au pâturage en passant par les systèmes « foin » et « ensilage de maïs » de même que les niveaux d'autonomie alimentaire.

Des volumes en hausse, un prix du lait qui progresse

Avec un prix du lait bien orienté, l'ambiance est plus favorable à la production. La plupart des troupeaux sont en augmentation avec moins de réformes et plus de chevrettes conservées. Les chèvreries se remplissent à nouveau. Dans certains secteurs du Sud-Ouest et de la région Centre, l'ambiance reste toutefois morose, les éleveurs n'ont pas repris confiance et la situation reste figée.

La plupart des troupeaux ont également produit plus de lait avec un printemps plus clément, des ensilages de maïs de qualité et plutôt plus de concentrés distribués. En système foin, les performances ont peu évolué avec des récoltes de qualité très hétérogènes.

Au final, les volumes livrés progressent en moyenne de 4% dans ces élevages.

Plus de concentrés distribués

Si avec la crise, quelques éleveurs sont en train de mettre en place des systèmes plus autonomes, la plupart ont conservé le même système alimentaire. En 2014, les éleveurs ont augmenté les quantités distribuées. Cette augmentation des quantités est à relier à l'agrandissement des cheptels. Elle a aussi été encouragée par un prix des aliments en repli et un prix du lait plutôt favorable.

Un revenu qui reprend des couleurs

Depuis 2011, la crise caprine assortie d'une hausse du prix des intrants frappait de plein fouet les élevages spécialisés. En 2014 avec un produit qui augmente de près de 9% et des charges stabilisées, le revenu de ces élevages retrouve presque son niveau de 2009-2010. Dans ce groupe, les grands troupeaux plus sensibles aux évolutions de volume et de prix enregistrent les plus fortes hausses de revenu. Pour les récents investisseurs et/ou les plus endettés, la situation économique reste cependant fragile.

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DU SUD-EST

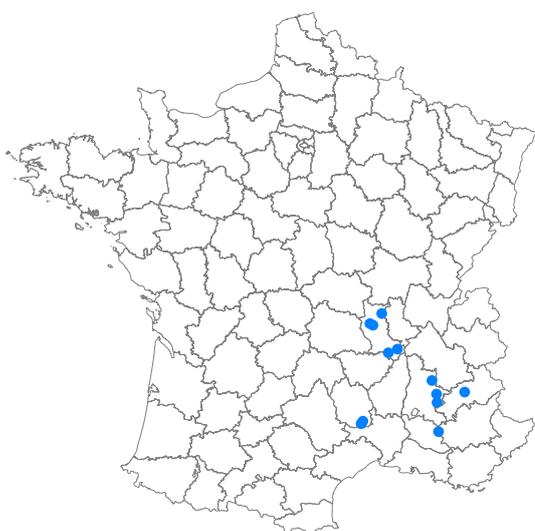
Un revenu en hausse mais toujours à bas niveau



DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 41 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 152 chèvres et 101 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 12 EXPLOITATIONS



Après une année 2013 pénalisée par des conditions climatiques médiocres et des volumes de lait en diminution, le revenu se redresse avec plus de lait par élevage, un prix du lait en progression et une petite augmentation des aides.

De petites exploitations

Ces systèmes sont localisés dans les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) et Languedoc-Roussillon. Ces exploitations le plus souvent familiales détiennent des troupeaux de 100 à 200 chèvres. La forte pression foncière limite les possibilités d'agrandissement. Certains systèmes alimentaires sont basés sur le pâturage et l'achat pour l'hiver du fourrage à l'extérieur. D'autres systèmes reposent sur l'herbe récoltée sous diverses formes. Les quantités de concentrés utilisées sont en général modestes mais elles restent élevées ramenées au litre de lait.

Plus de volume livré par élevage avec davantage de chèvres

La taille des troupeaux est en progression (de 10 à 20 chèvres de plus par élevage) en particulier dans les exploitations récemment installées. Avec la fusion Valcrest-Eurial, il existe des projets et des agrandissements de troupeaux dans quelques exploitations de plaine et sur le plateau du Vercors.

Si le printemps 2014 et l'arrière-saison ont été favorables à la pousse de l'herbe et au pâturage, les récoltes de foin importantes en volumes sont plus hétérogènes en qualité. Avec la pluviométrie exceptionnelle de juillet, certains éleveurs ont perdu des coupes de foin et ont eu recours à des achats. Les quantités de concentrés distribuées sont stables et les performances animales évoluent peu. Les démarrages en lactation au dernier trimestre sont peu prometteurs.

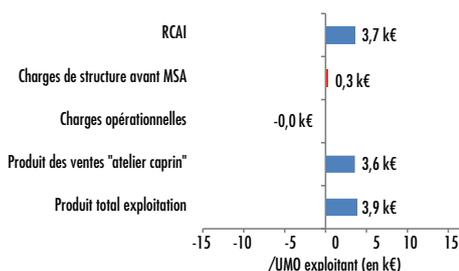
Un produit en hausse et des charges stables

Le produit caprin s'améliore de 7% avec 4% de mieux sur le prix du lait et 3% de plus en moyenne sur le volume de lait livré. Avec la revalorisation de l'ICHN qui compense la baisse des DPU, le montant des aides est en légère progression. Les charges opérationnelles et de structure n'augmentent pas. Le résultat courant augmente de 3 700 € par UMO et dépasse enfin le seuil des 10 000 euros.

Les revenus les plus faibles

Après avoir subi la sécheresse de 2011 et la crise caprine, ces éleveurs voient enfin leur revenu s'améliorer en 2014. Mais le revenu reste insuffisant car les structures sont petites à moyennes, et souvent dans des conditions difficiles de montagne. Cela laisse peu de marge de manœuvre en cas de coup dur ou pour ceux qui souhaiteraient améliorer ou développer leur outil de production.

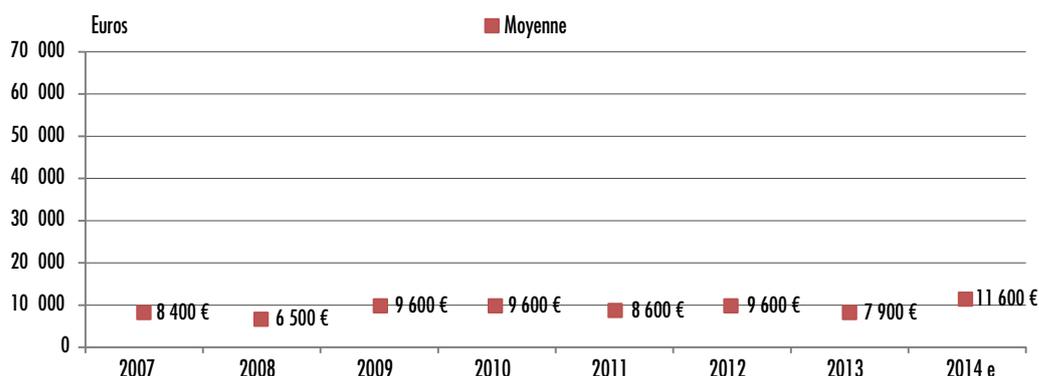
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

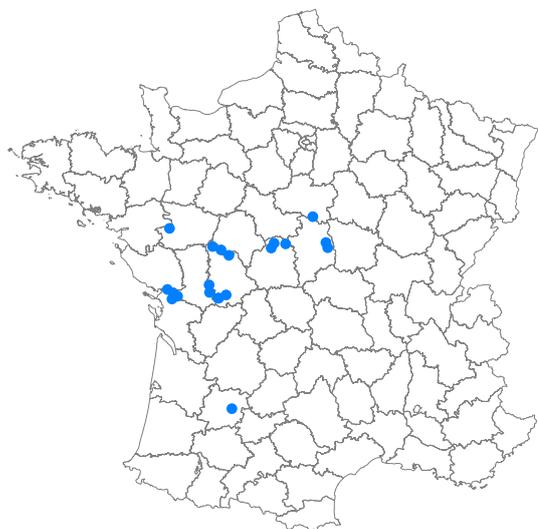
Un revenu pénalisé par la baisse du prix des cultures et des aides PAC



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 140 ha de SAU dont 107 ha de cultures de vente
- 266 chèvres et 216 700 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



La diminution des aides PAC et la chute du prix des cultures de vente entraînent le revenu à la baisse. L'amélioration des résultats de l'atelier caprin ne permet pas de compenser le manque à gagner sur l'atelier cultures de vente, qui représente près de 35% du produit hors aides.

Cultures de vente : des prix encore à la baisse

D'après les données du Recensement Agricole 2010, près de 30% des livreurs sont en système « caprins et cultures de vente ». Ces grandes exploitations sont majoritairement localisées dans les régions de polyculture élevage de Poitou-Charentes, de la région Centre et également dans le Sud-Ouest.

En 2014, les rendements des cultures de vente à quelques exceptions près sont bons à très bons, mais les céréales à paille affichent une qualité très hétérogène. Après les prix records atteints en 2012, le prix des céréales et oléagineux a continué à chuter en 2014. Ils ont diminué respectivement de 20% et 15%.

Le produit lait ne compense pas la baisse du prix des cultures et des aides PAC

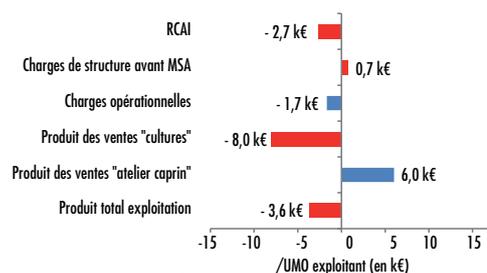
Le produit des ventes de lait progresse de près de 8% alors que le produit des ventes de cultures chute de 16%. Avec la baisse des DPU, les aides PAC diminuent de 1 600 €/UMO. Au final, le produit total de l'exploitation est en recul, d'un peu plus de 3 600 €/UMO soit de 2,1% par rapport à 2013.

En 2014, l'impact du prix des concentrés sur le revenu est moins marqué qu'en 2013. En effet l'an passé, les exploitations les moins autonomes avaient subi la double peine avec une marge de l'atelier caprin en diminution et des pertes sur l'atelier cultures de vente. Cette année, avec un prix en recul, les charges d'aliments achetés sont stabilisées. Certains éleveurs sont également en train de développer l'autonomie alimentaire sur leur exploitation.

Un revenu en baisse pour la deuxième année consécutive

Le revenu courant diminue de près de 10% : il est estimé à 29 500 €/UMO. Il se rapproche du revenu des élevages spécialisés mais reste malgré tout au-dessus. Ces élevages ont toujours davantage de marges de manœuvre (équilibre entre les ateliers, autonomie alimentaire) que les plus spécialisés pour améliorer la situation.

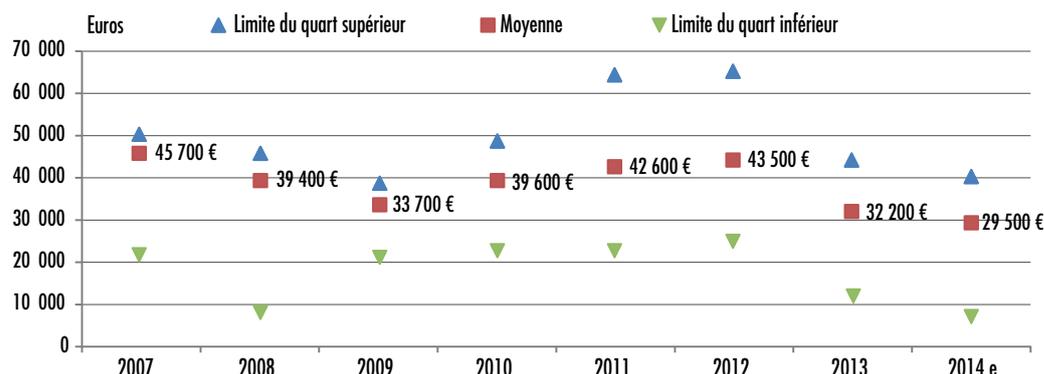
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET BOVINS VIANDE

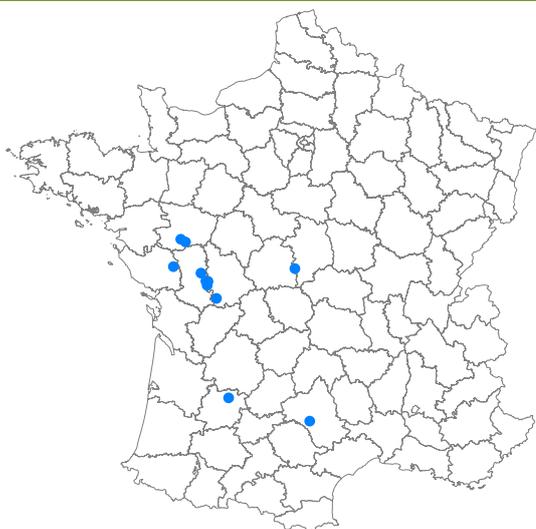
Un revenu en hausse
grâce à l'atelier caprin



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 2,3 UMO exploitant
- 114 ha de SAU dont 72 ha de SFP
- 281 chèvres et 225 700 litres de lait vendus
- 76 UGB viande dont 47 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Grâce aux meilleurs résultats de l'atelier caprin, le revenu s'améliore malgré la baisse du prix des cultures de vente et de la viande bovine et des aides en diminution.

Une mixité diverse

D'après les données du Recensement Agricole 2010, 22% des livreurs sont en « système caprins et bovins viande ».

Au sein des réseaux d'élevages, ces exploitations sont disséminées sur l'ensemble du territoire. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » sont divers quant à l'équilibre des deux ateliers. En 2014, le produit bovins viande représente entre 20 et 40 % du produit total. Dans les structures sociétaires, on trouve deux ateliers de dimension importante. Dans d'autres exploitations, l'élevage caprin est prédominant et les vaches valorisent des prairies naturelles souvent éloignées et consomment les refus des chèvres. Dans ces structures, si les bovins valorisent les ressources fourragères de l'exploitation, l'atelier caprin est souvent peu autonome. Certaines de ces exploitations disposent aussi d'une surface en cultures de vente non négligeable, 42 hectares en moyenne dans notre échantillon.

L'atelier caprin permet le maintien du produit d'exploitation

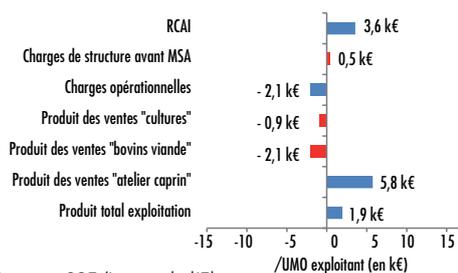
Dans ces exploitations, la plupart des produits sont à la baisse. Les ventes de cultures diminuent de 2 800 €/UMO, soit 20 %, celles de l'atelier bovins viande de 900 €/UMO, soit 4%. Avec la baisse du prix des vaches de réforme et des taurillons et un recul moindre du prix des brouillards, le produit de l'atelier viande diminue davantage chez les naisseurs engraisseurs que chez les naisseurs. Ces exploitations perdent également 5% d'aides avec la baisse des DPU malgré la revalorisation de l'ICHN.

Mais l'augmentation des volumes livrés et l'amélioration du prix du lait assurent un peu plus que le maintien du produit total des exploitations.

Un revenu qui s'améliore chez les plus caprins

Avec des charges opérationnelles en baisse grâce au prix d'aliments, le résultat courant avant impôt progresse au final de 3 600 €/UMO, soit 11% de mieux qu'en 2013. Ce résultat moyen masque une grande disparité avec des revenus à la baisse ou en hausse selon le poids des différents ateliers. Mais la taille réduite de l'échantillon n'autorise pas une analyse par quartile comme pour la plupart des autres systèmes.

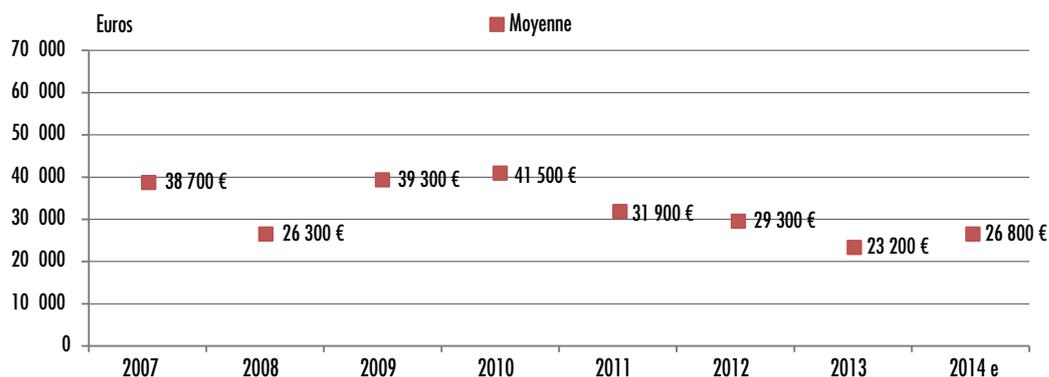
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, SUD MEDITERRANEE

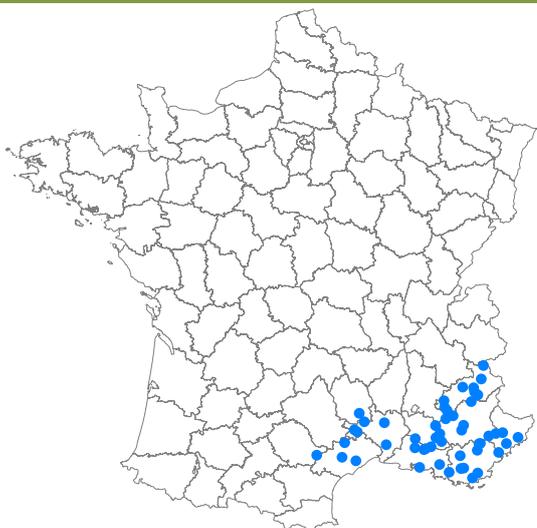
Une bonne valorisation qui fait le revenu



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 12 ha de SAU et 87 ha de parcours
- 64 chèvres et 26 400 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 50 EXPLOITATIONS



En 2014, le revenu s'améliore avec des volumes transformés en hausse, peu d'évolution des charges et surtout une très bonne valorisation du litre de lait.

Une valorisation élevée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon. De dimension modeste, elles sont très spécialisées et transforment entre 20 et 60 000 litres de lait. La commercialisation est assurée principalement en direct. La valorisation du lait est très élevée : elle s'établit en moyenne à 2€60 le litre. Ce niveau de valorisation est rendu possible par la vente de produits emblématiques comme le Banon AOC, la Brousse du Rôve... qui sont commercialisés à des prix dépassant les 4 € le litre et la présence de zones touristiques et de villes avec un fort niveau de pouvoir d'achat. La plupart de ces exploitations valorisent en moyenne une cinquantaine d'hectares de parcours.

Des volumes en progression et des coûts alimentaires en baisse

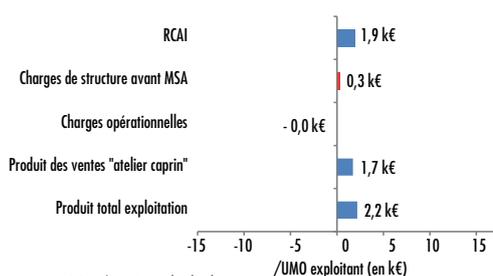
La gestion du pâturage et des parcours a été plus facile qu'en 2013, les éleveurs ont augmenté leur production et comme tous les ans, ils ont manqué de fromages en fin d'année.

La majorité de ces éleveurs récolte peu ou pas de fourrages et achète souvent l'intégralité du foin. Compte tenu des quantités récoltées, le prix du foin reste stable en 2014. Ces éleveurs achètent peu de concentrés (190 kg pour 400-500 litres par chèvre) et essentiellement des céréales, qui en 2014 sont à la baisse. Le montant des aliments achetés diminue de 5%.

Un revenu d'une grande stabilité

Depuis 2007, ces systèmes dégagent en moyenne 20 000 €/UMO exploitant. Avec des prix qui progressent régulièrement et qui compensent largement les fluctuations de production, ces systèmes économes et de dimension modeste sont économiquement solides.

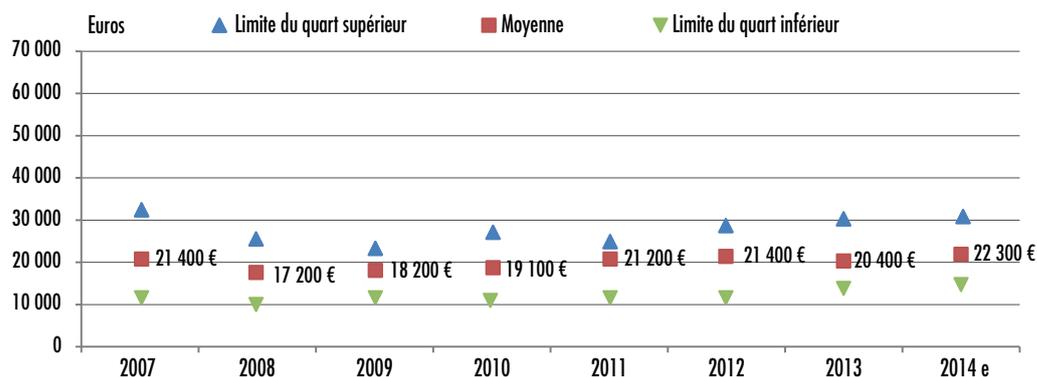
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS, AUTRES RÉGIONS

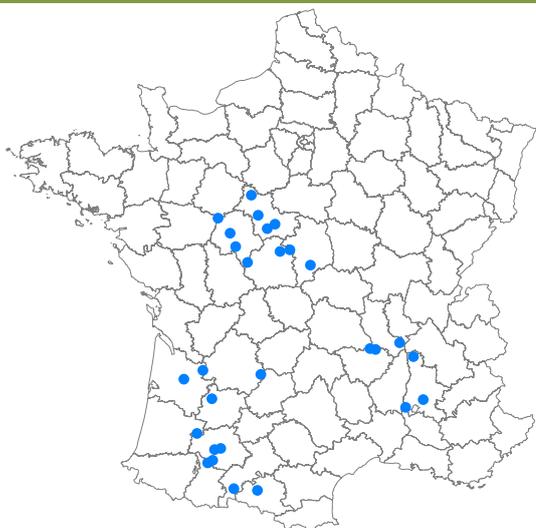
Une conjoncture favorable
pour un revenu à la hausse



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 34 ha de SAU dont 20 ha de SFP
- 86 chèvres et 57 700 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS



L'augmentation des volumes et du prix des fromages et, dans une moindre mesure, la baisse du prix des concentrés assurent une augmentation du revenu.

Une valorisation moyenne

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre, Rhône-Alpes et le Sud-Ouest. Le litrage moyen transformé est d'environ 60 000 litres. Elles emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établit en moyenne à environ 1€70. Si les systèmes alimentaires vont du pâturage au hors sol, la plupart de ces élevages ont une conduite intensive de leur troupeau.

Des volumes en progression avec des charges opérationnelles en baisse

Avec un contexte climatique plus favorable pour les pâturants (malgré quelques problèmes de parasitisme chez certains), et un prix des aliments à la baisse pour l'ensemble des systèmes, les fromagers de ces régions ont produit et transformé davantage de lait.

Face à la raréfaction des produits et à une demande des consommateurs toujours pressante, les fromagers ont pour la plupart augmenté le prix de leurs fromages, et en particulier en GMS.

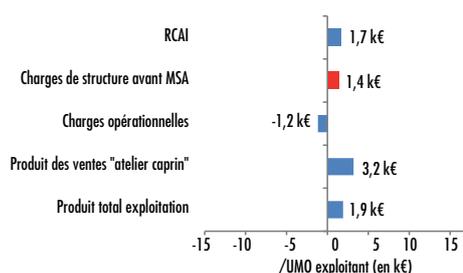
Si, dans l'ensemble, les aides évoluent peu, elles sont à la baisse hors des zones défavorisées dans des exploitations disposant d'un atelier « cultures de vente ».

Au final, le produit total de ces exploitations progresse en moyenne d'un peu plus de 2% et les charges opérationnelles diminuent de 1,5% avec une baisse de 3,5% du poste « aliments achetés ».

Un prix et une dimension adaptée

En 2014, le revenu de ces exploitations s'améliore de près de 9% et atteint presque 20 000 €/UMO. Dans ces exploitations, il faut un prix qui progresse régulièrement et trouver la « bonne » dimension pour pouvoir dégager un revenu tout en couvrant ses charges (intrants, main-d'œuvre).

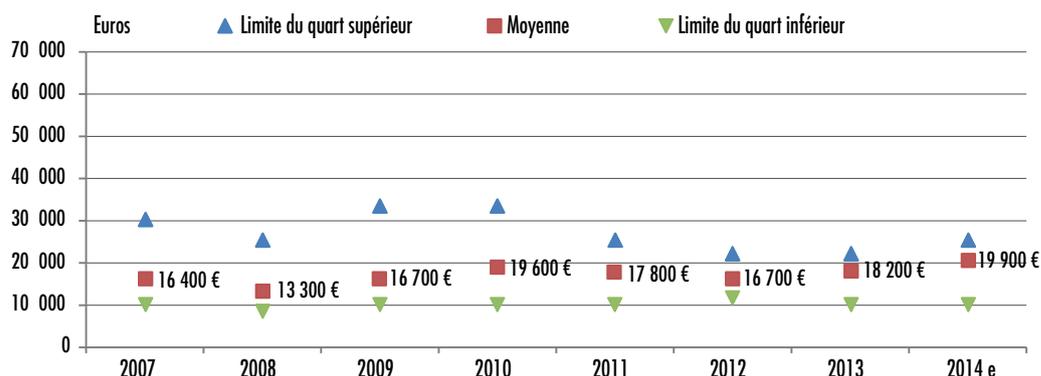
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

4

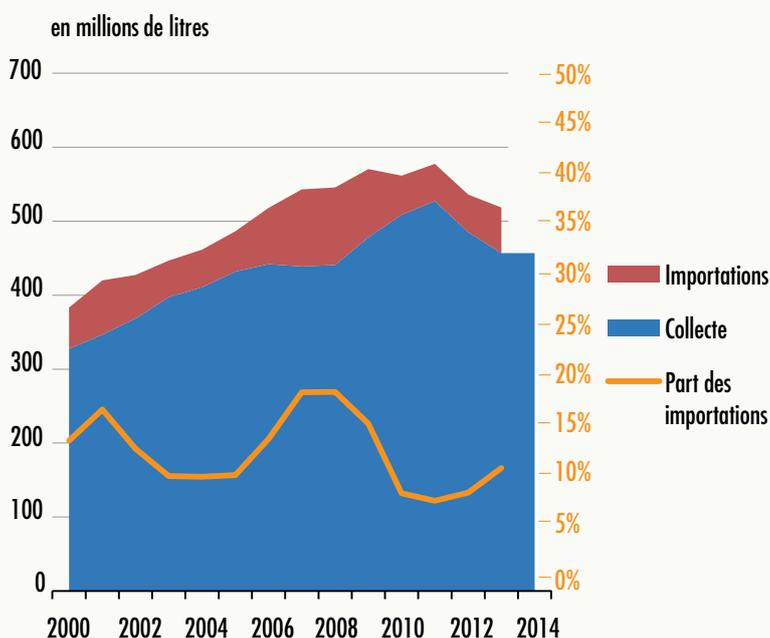
FABRICATIONS
ET DÉBOUCHÉSMoins de fromages,
mais mieux vendus

L'approvisionnement des industriels français est resté tendu en 2014 malgré une collecte très légèrement haussière et des importations a priori en progression. Afin d'éviter de retomber dans la situation de pénurie connue fin 2013, la reconstitution des stocks de produits de report s'est faite au détriment des fabrications fromagères au 1^{er} semestre. Les fabrications ont ainsi peu profité de la hausse saisonnière de la collecte, pour se redresser ensuite en fin d'année. Néanmoins, cette situation d'offre déficitaire a permis de poursuivre la revalorisation des produits caprins et d'améliorer les prix et les marges des différents acteurs de la filière.



APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

FOURNITURE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE À L'INDUSTRIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

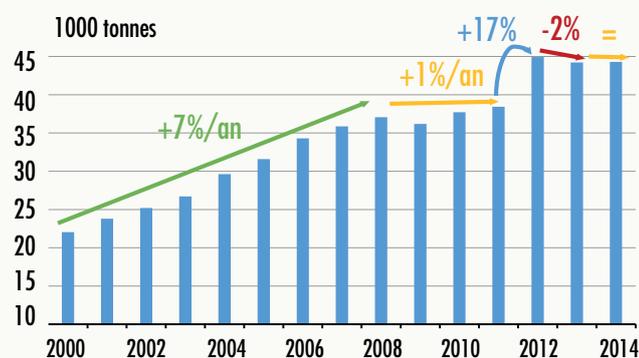
Un approvisionnement toujours sous tension...

En 2013, les industriels avaient transformé 516 millions de litres de lait de chèvre (-3% /2012). La chute de la collecte française (-6%) avait alors été partiellement compensée par l'augmentation des importations à 62 millions de litres (12% de l'approvisionnement total). Malgré ce rebond, les volumes importés restaient très en-deçà des 100 millions de litres de 2007 et 2008, précédente période marquée par un manque de lait de chèvre.

En l'absence de données précises pour les importations en 2014, il est difficile d'avoir une vision exhaustive du niveau d'approvisionnement des industriels. Néanmoins, avec une collecte européenne qui s'oriente à la hausse, les transformateurs ont probablement importé davantage de lait et de caillé. La persistance de hauts niveaux de prix chez nos principaux fournisseurs, Espagne et Pays-Bas, témoigne cependant de disponibilités toujours réduites et insuffisantes. Selon toute vraisemblance l'approvisionnement total des industriels aurait progressé de 1% à 3% /2013, s'établissant entre 520 et 530 millions de litres.

FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE

ÉVOLUTION ANNUELLE DES FABRICATIONS DE BÛCHETTES AFFINÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les fabrications de bûchettes se maintiennent tout juste

Les fabrications de bûchettes affinées se sont tout juste stabilisées cette année, à près de 44 300 tonnes selon FranceAgriMer. Après une période de très forte croissance, en moyenne de 7% par an entre 2000 et 2008, elles s'étaient stabilisées entre 2009 et 2011, impactées par le ralentissement de la croissance des achats des ménages. Elles avaient ensuite rebondi en 2012, de +17% d'une année sur l'autre. Pour résorber les surstocks, les opérateurs avaient alors développé des références de bûchettes commercialisées à bas prix. Celles-ci ont été les premières affectées par la baisse des disponibilités, aboutissant à un recul de 2% en 2013.

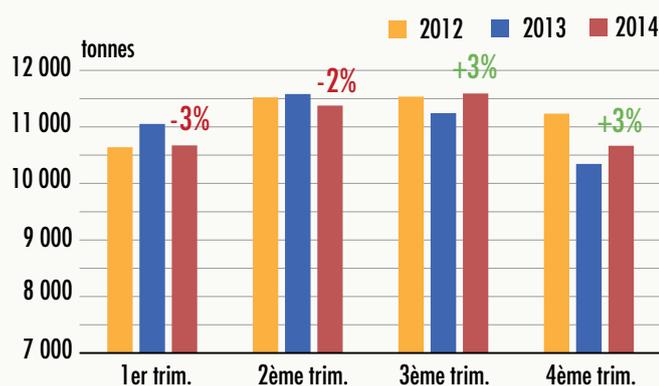
Lissage des fabrications sur l'année

Fin 2013, les fabrications de fromages s'étaient effondrées, pénalisées par une insuffisante reconstitution des stocks en période de pic de lactation. Elles avaient chuté de près de 8% au dernier trimestre, aboutissant à une pénurie de fromages de chèvre pendant les fêtes de fin d'année. Afin d'éviter cet écueil en 2014, les transformateurs ont davantage lissé les fabrications. Une part plus importante du lait a servi à nourrir les stocks de produits de report lors du pic de la collecte, au détriment des fabrications de bûchettes. Celles-ci ont ainsi chuté de près de 3% au 1^{er} semestre, pour ensuite progresser dans la même mesure au second.

Quid des autres fabrications ?

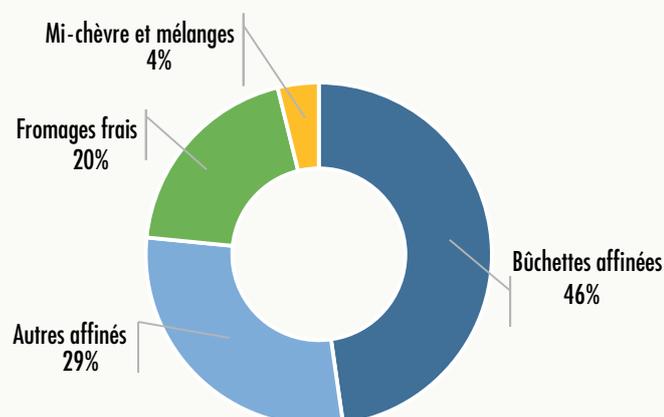
En l'absence de données plus complètes, il est difficile d'estimer l'évolution des fabrications des autres types de fromages. Il est cependant très probable qu'elles aient progressé au détriment des bûchettes affinées, qui représentaient 46% des volumes de fromages produits en 2013. Ces dernières ont été en effet davantage affectées par la baisse des disponibilités laitières dès le second semestre de 2013. Dans la situation d'offre déficitaire que traverse aujourd'hui la filière, les transformateurs ont privilégié les fabrications les mieux valorisées, ainsi que l'indiquent les ventes en libre-service des GMS.

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE BÛCHETTES AFFINÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

REPARTITION DES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE EN 2013



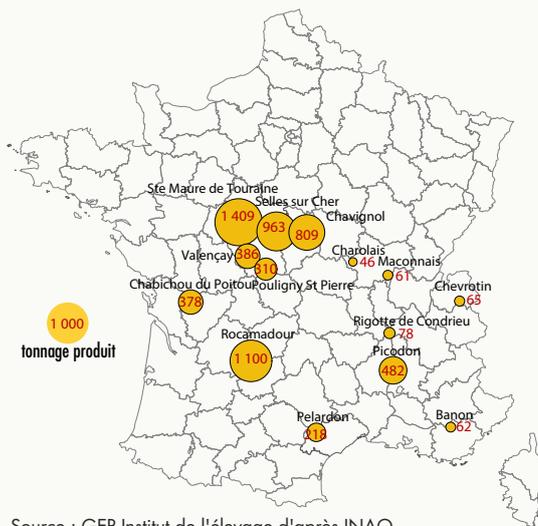
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

FABRICATIONS SOUS SIGNES OFFICIELS DE QUALITE

LES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS APPELATION D'ORIGINE PROTÉGÉE EN 2013

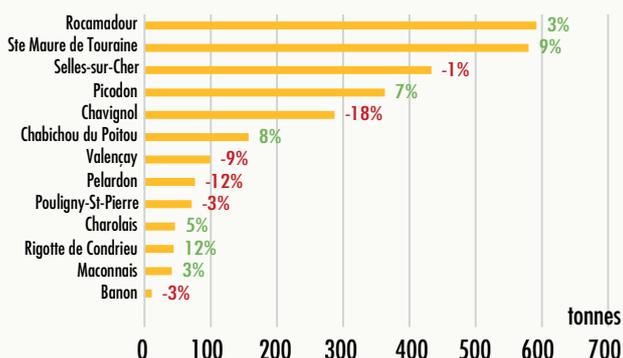


Source : GEB-Institut de l'élevage d'après INAO
Cartographie Cartes & Données- © Artique

Des évolutions positives en libre-service en 2014

La majorité des fromages AOP est commercialisée dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à évaluer. Ceux commercialisés en grandes et moyennes surfaces (GMS) dans le rayon libre-service sont mieux suivis grâce au panel IRI-CNIEL. En 2014, les ventes de fromages de chèvre AOP ont progressé de 1% à 2 800 tonnes en libre-service des GMS, débouché qui absorbe environ 44% des fabrications totales de fromages AOP. À 22,35 €/kg, le prix moyen de vente a aussi augmenté de 2% de moins que l'ensemble des fromages de chèvre (+6%/2013). Toutes les AOP caprines ont bénéficié de hausse de tarif, à l'exception du Picodon.

LES VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE ET LEUR ÉVOLUTION EN 2014 PAR RAPPORT A 2013



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

6 370 tonnes en 2013,

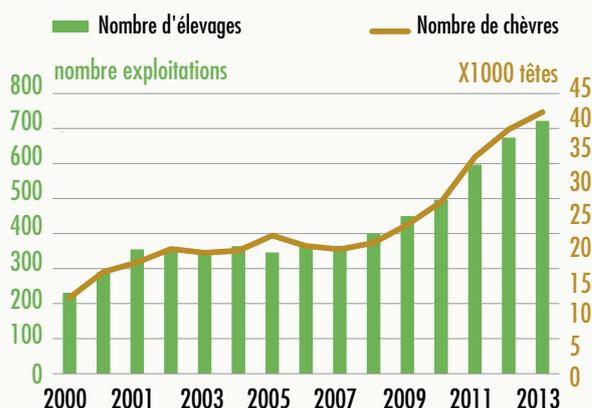
C'est le volume de fromages de chèvre commercialisé sous Appellation d'Origine Protégée, en progression de 2% /2012.

L'univers des AOP caprines se compose de 14 fromages. Les 5 AOP du Centre ont évolué de façon contrastée. Le Ste Maure de Touraine, première AOP caprine avec près de 22% des volumes, a nettement progressé en 2013, de 6% à 1 409 tonnes, au même titre que le Pouligny-St-Pierre (+24%) et le Valençay (+2%). En revanche, Chavignol et Selles-sur-Cher ont reculé respectivement de 5% et de 2%. Dans les autres régions, le Rocamadour, seconde AOP caprine avec 1 100 tonnes a progressé de 1%, le Picodon s'est stabilisé à 482 tonnes et le Chabichou du Poitou, en baisse depuis 2003, a rebondi de 4%, à 378 tonnes. Les AOP les plus récentes, Chevrotin, Banon, Mâconnais, Charolais et Rigotte de Condrieu sont restées à des volumes relativement faibles.

Le « bio », toujours en croissance

En 2013, 722 exploitations caprines étaient certifiées « bio », en hausse de 7% /2012. Le cheptel certifié a progressé au même rythme, totalisant 42 000 chèvres. Le rythme des conversions, qui s'était accentué pendant la crise caprine, semble cependant s'atténuer. 67 élevages étaient en conversion fin 2013 contre près d'une centaine en 2011. La taille moyenne des élevages « bio » est restée stable à 58 chèvres. La production de lait de chèvre « bio » est majoritairement réalisée dans des exploitations fermières. Selon Agreste, seule une quarantaine de producteurs livre à l'industrie. L'utilisation industrielle de lait « bio » progresse cependant : à près de 4,2 millions de litres en 2013, la collecte a progressé de 34% après avoir quasiment doublé en 2012. La production de fromages de chèvre « bio » a cependant reculé de 5%, à 662 tonnes, parallèlement au développement d'autres produits : laits conditionnés, yaourts....

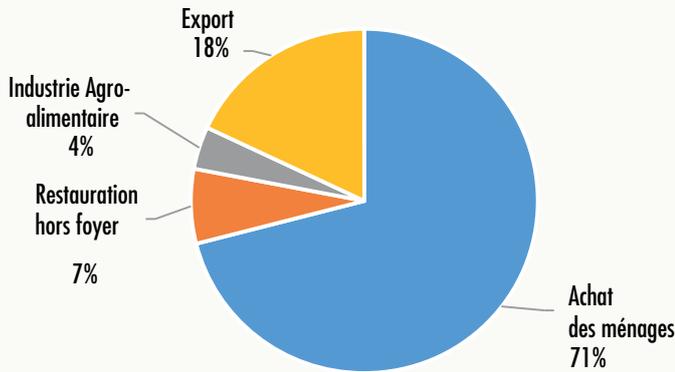
ÉVOLUTION DU CHEPTEL ET DU NOMBRE D'ÉLEVAGES CERTIFIÉS « BIO »



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après FranceAgriMer et Agence Bio

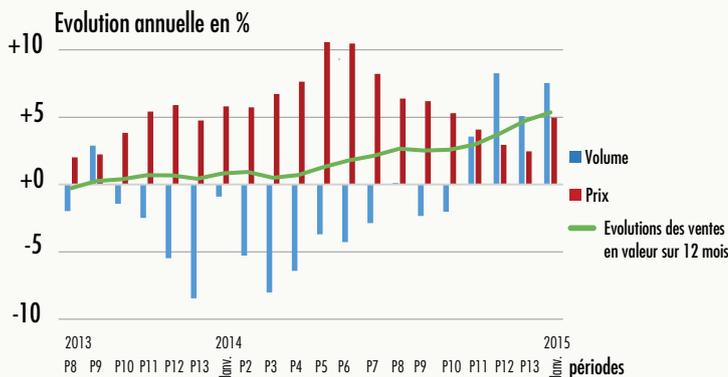
DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

LES DÉBOUCHÉS DES FROMAGES DE CHÈVRES



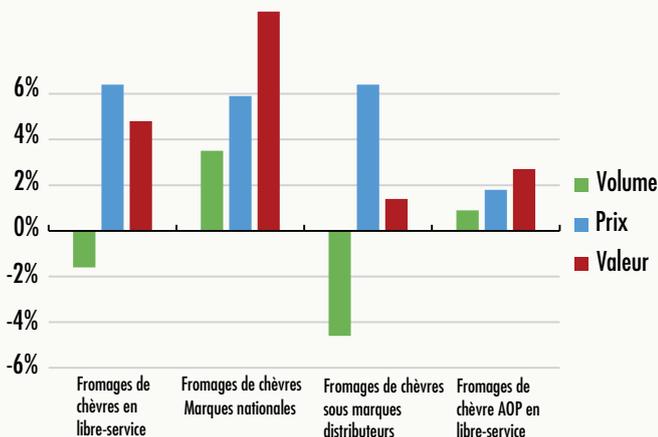
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Anicap et FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES ET DU PRIX DU FROMAGE DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE DES GMS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

ÉVOLUTION DES VENTES DE FROMAGE DE CHÈVRE EN 2014 PAR RAPPORT À 2013



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Des débouchés contrastés

La ventilation des principaux débouchés des fromages de chèvre est peu précise. La part de la restauration hors foyer (7%) repose sur une enquête annuelle conduite par Gira-Food. L'utilisation industrielle de fromages et les exportations, estimées respectivement à 4% et 18% des débouchés, restent mal connues faute de statistiques disponibles. Enfin, les achats des ménages sont de loin le premier débouché, estimé à 71% des fabrications fromagères, et le plus renseigné. Selon le panel Kantar, ces achats sont majoritairement réalisés en GMS malgré un recul en 2014. Les ventes en *Hard-discount* se sont effondrées du fait de l'abandon des références les moins bien valorisées. Les ventes en circuits spécialisés ont en revanche légèrement progressé et pèsent pour 11% des achats des ménages.

Rebond des volumes commercialisés en fin d'année

Les ventes de fromages de chèvre en libre-service ont chuté de 1,6% en 2014. La baisse des ventes a été très prononcée en début d'année, respectivement de -7% et -5% au deux premiers trimestres, puis s'est atténuée en fin d'année. Le dernier trimestre a même vu les achats en libre-service progresser de 5% en moyenne, hausse qui correspond à la récupération des volumes perdus fin 2013. L'année 2013 s'était en effet achevée sur une pénurie de fromages de chèvre qui s'était traduite par l'effondrement des volumes commercialisés en GMS. En 2014, dans un contexte d'approvisionnement toujours tendu, les industriels ont consacré une partie plus importante des volumes supplémentaires produits pour reconstituer les stocks de produits et fournir le marché toute l'année. En parallèle, la revalorisation des produits caprins s'est poursuivie. Le prix moyen de vente des fromages a connu une évolution positive toute l'année, +6,4% en moyenne à 11,64 €/kg.

Des marques nationales bien orientées

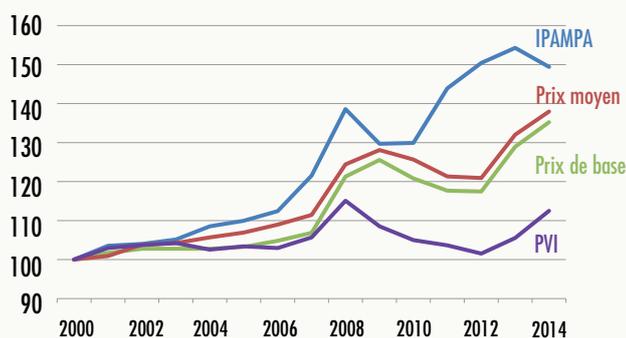
Au total, le chiffre d'affaires des ventes de fromages de chèvre en libre-service a fortement progressé, de 4,8% en 2014 selon IRI - CNIEL, tiré par la hausse du prix moyen de vente des fromages. Cette hausse correspond d'une part à la réorientation des fabrications sur des produits mieux valorisés (crottins, fromages sous marques nationales) et d'autre part à la hausse marquée du prix des fromages commercialisés sous marques distributeurs (MDD). Celui-ci, après s'être apprécié de 3% en 2013, a encore bondi de 6% en 2014, à 10,06 €/kg, alors que les volumes commercialisés ont chuté de près de 5%. À l'inverse, les fromages commercialisés sous marques nationales (MN) ont regagné des parts de marché : les ventes ont progressé de 3,5% en volume, malgré un prix également haussier (+6%), à 11,95 €/kg. En parallèle, les prix de vente industriels ont progressé de 9% pour les MDD et de 4% pour les MN.



BILAN ET PERSPECTIVES



INDICES DES PRIX DU LAIT AU PRODUCTEUR, DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS (PVI) ET IPAMPA (100 EN 2000)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

PERSPECTIVES 2015 : VERS UNE REPRISE DE LA COLLECTE

Croissance modérée de la collecte début 2015...

Apparus fin 2014, les signes de reprise sont toujours timides début 2015. Selon les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte a progressé modestement (+0,4% /2014) sur les deux premiers mois de l'année, en période de creux de collecte. Néanmoins, la hausse saisonnière devrait aboutir à une progression plus nette, bien qu'encore modérée cette année, entre 1,5% et 3,5% selon toute vraisemblance. Les éleveurs répondent à la hausse du prix du lait et à la baisse des charges en élevage, mais certaines exploitations, aux trésoreries dégradées par la crise, sont toujours convalescentes malgré l'amélioration des résultats en 2014.

...grâce au rebond du cheptel et des stocks de fourrages

Sauf accident climatique majeur, les performances laitières des troupeaux devraient progresser en 2015.

D'un côté, la structure des troupeaux s'améliore : davantage de chevrettes ont pu être conservées (+1% /2013 dans l'inventaire de décembre) et les abattages de réformes ont cessé de chuter au second semestre de 2014, signe d'un meilleur renouvellement.

De l'autre, les stocks fourragers sont abondants et de meilleure qualité qu'en 2014.

Enfin, la baisse du prix de l'alimentation devrait permettre de mieux compléter les rations.

Des indicateurs bien mieux orientés

L'année 2014 a vu une nette amélioration de la conjoncture caprine. Les indicateurs de prix sont passés au vert, permettant d'appréhender l'avenir de façon plus positive. Tout d'abord, le prix du lait a progressé de 5%, après une hausse de 9% en 2013. Ensuite, même si elles restent toujours élevées, les charges en élevages ont enfin connu une détente. L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) a reculé de 2% en 2014 alors qu'il n'avait cessé de progresser entre 2010 et 2013, de 18% sur la période. Enfin, l'indice des Prix de Vente Industriels (PVI) a nettement progressé, de 7% en moyenne sur l'année, témoignant ainsi de la revalorisation des fromages caprins. Alors que les prémices d'une reprise de collecte se sont fait sentir en fin d'année, la maîtrise de l'approvisionnement des industriels et le maintien d'une bonne valorisation des fromages de chèvre constituent des défis majeurs pour l'avenir de la filière.

Reprise des fabrications

La reprise de la collecte devrait se répercuter sur les fabrications en 2015. En l'absence d'information sur les niveaux de stocks, il est difficile d'avoir une vision exhaustive des marges de manœuvre des entreprises. Néanmoins, les stocks paraissent suffisants en ce début d'année, avec des fabrications de bûchettes au moins égales à celles de 2014 en janvier. De plus, on peut s'attendre à une hausse des importations de lait et produits de report, avec une collecte européenne en hausse. Leur maîtrise reste un enjeu majeur pour éviter de retomber dans la crise caprine.

Maintenir de la valeur, maîtriser les débouchés

La hausse des fabrications devrait relancer les achats des ménages. Il est cependant nécessaire de rester très vigilant sur la valorisation des produits. Les résultats du dernier trimestre 2014 sont positifs : malgré la récupération de 5% des volumes commercialisés en GMS, le prix de vente a poursuivi une progression, de près de 3% /2013, signe d'une demande toujours solide.

Cette tendance semble se poursuivre début 2015, mais le marché domestique, bien que disposant encore de marges de progression, a atteint une certaine maturité. Il n'absorbera pas une croissance de la production du même rythme que celle précédant 2009 (+4% /an). À moins que le développement de marchés à l'export prenne le relais, mais l'absence quasi-totale de données précises de ce côté-là rend toute prévision hasardeuse.



DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2014
Perspectives 2015
Mars 2015
n°455

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins lait 2014
Perspectives 2015. N° 454 - Février 2015

Dossier annuel Bovins viande 2014
Perspectives 2015. N° 453 - Janvier 2015

Dossier PAC. La PAC dans tous ses États.
N° 452 - Décembre 2014

Dossier Algérie. Les filières bovines en Algérie.
Le développement local ne tarit pas le besoin
d'importations. N° 451 - Novembre 2014

Dossier viande bovine en 2020.
Quelle production française de viande bovine à
l'horizon 2020 ? N° 450 - Octobre 2014

Dossier Maroc. La filière viande bovine
au Maroc. Comment concilier croissance et au-
tosuffisance. N° 449 - Septembre 2014

Dossier spécial PAC. Une PAC complexe...
et transitoire. N° 448 - Juillet-Août 2014

**Dossier marchés mondiaux
des produits laitiers 2013.**
Perspectives 2014. N° 447 - Juin 2014

**Dossier marché mondial
viande bovine 2013.**
Perspectives 2014. N° 446 - Mai 2014

Dossier annuel Ovins 2013
Perspectives 2014. N° 445 - Avril 2014

